

Les campagnes électorales se suivent et ne se ressemblent pas, si celle de 2002 avait été dominée par le thème de l'insécurité, il n'en est pas tout à fait de même cette année.

Il y a d'abord eu la question de l'écologie et de l'environnement :

Nous partageons avec Nicolas Hulot l'urgence à changer radicalement notre « façon de produire, de travailler, de se déplacer ou de se chauffer ». Mais Olivier a eu raison de ne pas se mettre sur la photo à côté de Sarkozy, Bayrou et Royal : son pacte ne parle pas des choses qui fâchent vraiment : les choses concrètes

Prenons l'exemple d'une grosse boîte de la région : Arcelor mittal :

cette entreprise a un quota de CO2 qu'elle a le droit de rejeter dans l'atmosphère, c'est la loi. Or elle souhaite en rejeter plus

Arcelor Mittal pourrait :

- faire les investissements nécessaires pour en émettre moins
- elle pourrait aussi, le système cynique en place le permet, acheter « le droit de polluer plus » à d'autres boîtes qui n'utilisent pas la totalité de leur quota. Pour mémoire, en 2005, Arcelor avait utilisé ce système et vendu ses parts pour 28 millions d'euros.

Mais, Mittal n'utilisera ni la 1^{ère}, ni la 2^{ème} solution car le groupe ne veut tout simplement pas payer et fait donc du chantage, en menaçant de fermer rapidement le site de Florange.

En décembre dernier, la fermeture des hauts fourneaux prévue alors pour 2010 était repoussée à 2015 : preuve que le groupe a bien l'intention de continuer à produire en Lorraine et que leur « cri d'alarme » lancé dans la presse n'est rien d'autre qu'un grand bluff !

En matière d'environnement aussi il faut s'en prendre aux pouvoirs exorbitants des grands groupes capitalistes et faire prévaloir la santé et la sécurité des populations sur leurs profits.

Avec l'arrêt définitif de la production en 2004, les HBL ont disparu sans même payer les dégâts des effondrements miniers.

Demain, que se passera-t-il si on laisse AREVA, géant de l'industrie nucléaire, mettre en scène le remake ?

C'est pour éviter un scénario-catastrophe que nous manifesterons samedi prochain à Strasbourg avec le réseau « Sortir du Nucléaire » car :

- il faut empêcher la transformation du « laboratoire » de Bure dans la Meuse en un gigantesque site d'enfouissement des déchets nucléaires les plus dangereux.
- il faut arrêter d'en produire et bloquer le programme de construction de nouvelles centrales nucléaires EPR.

Après la question de l'environnement et c'est une bonne nouvelle, c'est la question sociale qui s'invite dans le débat

Il faut dire que tous les jours des licenciements sont annoncés : Total et Arkéma à Carling, Ineos à Sarralbe, les céramiques de Sarreguemines, Tonna électronique à Mondelange, les équipementiers automobile Manzoni-Bouchau à Villers la Montagne, ou Pierburg Kolbenschmidt à Basse-Ham...La liste est malheureusement loin d'être exhaustive...

Heureusement, des salariés relèvent la tête et se battent, contre les licenciements, pour les salaires les conditions de travail : Nous sommes heureux d'accueillir à notre tribune ceux qui luttent comme à Carling ou chez les sapeurs-pompiers .

On pourrait également citer les ouvriers de Renault à Batilly qui au début de l'année ont fait reculer la direction sur des suppressions de postes

Dans les services publics, des salariés luttent aussi

Les agents de l'assainissement et des déchets de la CA2M, les égoutiers de l'agglomération messine se battent contre une privatisation rampante menée par Jean-Marie Rausch

Dans l'éducation nationale où les suppressions de postes n'en finissent pas. 400 cette année en Lorraine. Le rectorat avance à chaque fois la baisse démographique de notre région pour justifier ses suppressions, c'est un gros mensonge : dans le lycée où je travaille, à Rombas, alors que le rectorat lui-même estime que nous aurons 13 élèves de plus à la prochaine rentrée, il supprime 5 postes de profs, résultat il y aura deux classes de seconde en moins et surtout 35 élèves dans presque toutes les classes.

Aujourd'hui la répression est forte contre ceux qui se battent : les jeunes qui au printemps dernier lors du mouvement contre le CPE ont infligé une défaite à la droite en payent aujourd'hui le prix fort , la camarade des JCR nous en a parlé.

Mais c'est vrai aussi pour un journaliste messin, je veux parler de Denis Robert. Il a été placé sous les feux de l'actualité au moment de la fameuse affaire Clearstream qui a agité notre classe dirigeante : aujourd'hui tout va bien, personne n'est mis en examen.....sauf Denis Robert !

Mais ne nous y trompons pas, ce n'est pas cette fameuse histoire de corbeau et de faux listings qui lui vaut ses ennuis judiciaires mais bien son travail de fond, ses enquêtes qui expliquent les rouages du capitalisme, comment Clearstream permet de dissimuler les transactions financières douteuses, de blanchir l'argent sale...et sa dénonciation des paradis fiscaux, et du secret bancaire.

Alors oui, il faut dénoncer l'acharnement judiciaire dont Denis Robert est victime et réclamer la levée du secret bancaire et du secret sur les comptes des entreprises.

Puisque nous évoquons le Luxembourg, je voudrais en profiter pour saluer un camarade de la quatrième Internationale de la section de ce pays qui est présent dans la salle. S'il n'est pas tous les jours facile d'être un militant révolutionnaire en France,ça l'est encore moins dans ce pays !

Alors vous allez me dire que « les élections ça ne fait pas changer le monde » et c'est vrai mais pour autant les résultats ne seront pas indifférent sur le moral des salariés. Pour nous, cette campagne c'est l'occasion de manifester nos exigences

sociales, de les populariser pour que le monde du travail s'en saisisse, les fasse siennes pour construire les luttes à venir.

- Contre les licenciements
- Pour l'amélioration des conditions de travail, les salaires et contre la précarité
- Pour les services publics, les retraites, la sécurité sociale

Cette campagne doit être aussi l'occasion de mettre en lumière les luttes qui se mènent aujourd'hui car nous savons que les mesures d'urgence sociale que nous avançons, ce sont évidemment les luttes collectives qui les imposeront.

Il nous reste un mois et demi. Pour discuter autour de nous et tenter de convaincre.

un mois et demi pour coller des affiches, distribuer des tracts, discuter débattre...faire de la politique quoi !!!

Si vous êtes convaincus de la justesse de ce que nous défendons, nous vous proposons de nous rejoindre dans le comité de soutien qui s'est créé il y a quelques semaines et qui a activement participé à l'organisation de ce meeting.

Alors, laissez vos coordonnées à la sortie, il y a des formulaires faits pour cela sur vos tables. N'hésitez plus, rejoignez nous dans cette campagne !